

# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 28 SEPTEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) Il est toujours autant menteur
- 2) Les futurs infiltrés !
- 3) Faut "virer" les 29% ...
- 4) Il votera Mélenchon
- 5) Un "échec désastreux" selon...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I ) Non, Nicolas Sarkozy n'a pas bénéficié de "cinq non-lieux"



Nicolas Sarkozy, lundi 19 septembre 2016, à Franconville dans le Val d'Oise. (Martin BUREAU / AFP)

## **Interviewé sur Europe 1, Nicolas Sarkozy a enchaîné plusieurs contre-vérités sur son actualité judiciaire. Décryptage.**

Violette Lazard

Nicolas Sarkozy, avant d'être président de la République, était inscrit au barreau de Paris. L'actuel patron des Républicains, ex-avocat, est pourtant fâché avec le code pénal quand il s'agit d'interpréter sa propre situation judiciaire... Interviewé, ce lundi 26 septembre au matin sur Europe 1 par le journaliste Thomas Sotto, le candidat à la primaire de la droite a enchaîné les approximations et contre-vérités concernant les dossiers judiciaires qui le concernent de près ou de loin.

### **Deux non-lieux... et pas cinq**

"J'ai eu la semaine dernière mon cinquième non-lieu", affirme Nicolas Sarkozy à un auditeur choqué qu'un candidat à l'élection présidentielle puisse être mis en examen...

"J'ai été cinq fois innocenté", ajoute-t-il.

Heureusement, enchaîne-t-il en substance, que les juges ne l'ont donc jamais empêché de faire de la politique. Cinq non-lieux ? Mais quand ? Où ?

Pour bénéficier d'un non-lieu au terme d'une enquête judiciaire, il faut avoir été mis en cause, soit via une mise en examen, soit en ayant été placé sous le statut de témoin assisté d'après l'article 177 du code de procédure pénale.

Reprenons les choses dans l'ordre. Nicolas Sarkozy a été mis en examen une fois en mars 2013 dans le dossier Bettencourt pour abus de confiance, abus de faiblesse et escroquerie.

Quelques mois plus tard, en octobre 2013, un non-lieu était prononcé par les juges à son encontre. Voici donc un premier non-lieu.

Dans le dossier des pénalités (une enquête judiciaire menée sur le paiement par l'UMP d'une amende infligée à Nicolas Sarkozy après le retoquage de ses comptes de campagne par le Conseil constitutionnel), Nicolas Sarkozy avait été placé sous le statut de témoin assisté.

Un non-lieu général avait été décidé par les juges d'instruction en septembre 2015. Voici le deuxième non-lieu dont a bénéficié Nicolas Sarkozy. Et le dernier.

Le "non-lieu" de la "semaine dernière" évoquée par le candidat n'en est donc pas un... Les juges qui enquêtaient sur des voyages effectués par Nicolas Sarkozy et payés par l'homme d'affaire Stéphane Courbit ont rendu en effet un non-lieu. Dans cette affaire, ouverte à partir des investigations menées dans "Air Cocaïne", les juges qui soupçonnaient des abus de biens sociaux, n'avaient pas entendu Nicolas Sarkozy. Ils avaient néanmoins demandé la géolocalisation du portable de l'ancien président et épluché ses fadettes, ce dernier avait donc été mis en cause par les médias.

L'ancien chef de l'Etat reste mis en examen dans l'affaire dite des "écoutes", soupçonné d'avoir cherché à corrompre un magistrat de la Cour de cassation avec la complicité de son avocat. Il est également mis en examen dans le dossier Bygmalion, dans lequel le parquet a requis son renvoi devant le tribunal correctionnel. Les juges doivent maintenant se prononcer définitivement...

### **Une réinterprétation de l'affaire Bygmalion**

"Ma probité a été parfaitement démontrée" dans le dossier Bygmalion, a pourtant asséné Nicolas Sarkozy sur Europe 1. Ajoutant : "Et c'est monsieur Tournaire qui l'a démontré !" C'est bien la première fois que Nicolas Sarkozy remercie un magistrat, et Serge Tournaire en particulier. Ce dernier est le juge d'instruction qui a placé Nicolas Sarkozy en examen dans le dossier Bygmalion. C'est également le juge qui avait placé sur écoute pendant presque un an le téléphone de l'ex-président dans le cadre du dossier du financement libyen de sa campagne de 2007. Ces écoutes n'avaient pas permis de mettre la main sur le moindre élément probant concernant l'argent du colonel Kadhafi. Mais elles ont permis de découvrir le fameux téléphone caché de Sarkozy (enregistré sous le nom de Paul Bismuth) qui lui permettait de converser avec son avocat...

Serge Tournaire, donc, n'a pas exactement lavé Nicolas Sarkozy de tous soupçons dans l'affaire Bygmalion. Il envisage même aujourd'hui de le renvoyer devant le tribunal pour financement illégal de campagne électorale... Mais Nicolas Sarkozy joue sur les mots. Il n'est poursuivi "que" pour financement illégal de campagne électorale, et pas pour "escroquerie". La preuve, selon lui, qu'il n'a rien à voir avec les fausses factures de sa campagne. Reste que les coûts de sa campagne ont explosé, pour attendre quasiment le double du

plafond autorisé fixé à 22,5 millions d'euros.

"J'ai déjà été jugé" pour ces faits, s'est encore défendu Nicolas Sarkozy. Là encore, l'argument ne tient pas la route. Ses comptes de campagne ont en effet été retoqués par le Conseil constitutionnel avant que la justice ne s'empare du dossier Bygmalion, mais pour un dépassement estimé à l'époque d'environ 400.000 euros. Rien à voir avec les millions retrouvés dans le cadre de l'instruction judiciaire. "Ce n'est pas la même affaire", l'a d'ailleurs corrigé le journaliste Thomas Sotto, rappelant d'ailleurs très précisément l'article de loi (L 113-1 du code électoral) justifiant la mise en examen de Nicolas Sarkozy...

### Un oubli de 20.000 euros

Mais Nicolas Sarkozy s'est accroché jusqu'au bout. "Je suis le premier candidat à la présidence de la République qui n'ait rien coûté aux contribuables", a-t-il déclaré, ajoutant qu'il a lui-même payé 343.000 euros d'amende sur ses propres deniers. Là encore, les arguments ne résistent pas aux faits. Ses comptes de campagne ayant été retoqués, l'UMP a en effet dû rembourser 11 millions d'euros à l'Etat. Un versement financé par le "Sarkothon", vaste collecte d'argent auprès des militants et sympathisants. Et ces dons ouvrent le droit à une réduction d'impôt de 66% du montant versé... C'est donc bien de l'argent public qui a financé en partie la campagne 2012 de Nicolas Sarkozy.

Même sur le montant de l'amende, Nicolas Sarkozy s'est emmêlé les pinceaux, mais cette fois-ci en sa défaveur. Il n'a pas réglé de sa poche 343.000 euros mais 363.000 euros. Et ce, une fois qu'une enquête judiciaire ait été ouverte. C'est l'UMP qui avait d'abord réglé l'ardoise.

Violette Lazard



LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Ces infiltrés de gauche à la primaire de droite

Par Laure Equy et Amandine Cailhol



A la fin du mois d'août, lors de la rentrée politique d'Alain Juppé sur l'île des impressionnistes à Chatou (Yvelines).  
Photo Albert Facelly

**Jusqu'à 10% des anciens électeurs de François Hollande s'apprêteraient à participer au scrutin de fin novembre. Et voter massivement pour Alain Juppé pour faire barrage à Nicolas Sarkozy.**

Mais que vont-ils faire dans cette primaire ? Ils sont sympathisants de gauche, ont tous voté pour François Hollande à la présidentielle de 2012, ont même, pour certains, participé à la primaire du PS en 2011... Et s'apprêtent à s'incruster dans la primaire de la droite et du centre. Non pas qu'ils ont basculé chez Les Républicains mais pour peser sur le scrutin d'en face. Si Isabelle, 56 ans, se prépare à jouer les intrus dans l'élection des 20 et 27 novembre, c'est qu'elle tient à «barrer la route de Nicolas Sarkozy» en vue de 2017. Aussi, cette directrice d'une association d'insertion professionnelle de Toulon votera pour Alain Juppé. «Je ne suis pas réjouie, ça reste la mort dans l'âme mais, dans cette période si sensible, Sarkozy, lui, risque d'allumer la mèche. Et on voit bien que le FN est à la porte», redoute cette électrice PS.

Lors de la primaire socialiste de 2011, ce risque d'un entrisme des électeurs de droite avait été pointé et, à Solférino, on se perdait en conjectures. Des cadres craignaient (ou espéraient, c'est selon) que ces intrus favorisent Martine Aubry, en y voyant une adversaire plus facile pour Nicolas Sarkozy, ou alors Manuel Valls, pour tirer le débat à droite. Ils n'ont représenté qu'une part infime des 2,8 millions de

votants. Mais la configuration de 2012 était bien différente : c'était alors un duel droite-gauche qui se profilait, sans que le FN ne menace vraiment ce scénario. Si bien qu'aujourd'hui, le camp de Sarkozy y voit une véritable menace. Dimanche à BFM TV, François Baroin, le premier lieutenant de l'ex-Président, a ainsi déclaré ne pas vouloir croire que les électeurs PS «iront trafiquer un scrutin qui ne les regarde pas».



### «Repoussoir»

Les électeurs de gauche tentés de voter à la primaire de droite invoquent presque toujours le risque d'un nouveau 21 avril, avec la qualification de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle et l'élimination de la gauche. Eux aussi sont indirectement concernés, avancent-ils. Car s'il faut, comme en 2002, se mobiliser au second tour pour contrer l'extrême droite, autant choisir le candidat de droite qui bénéficierait de ce front républicain. Or, la perspective de devoir voter pour un Sarkozy au discours toujours plus droitier et populiste - même contre le FN - rebute très largement à gauche. «S'il n'y avait pas Sarkozy, je n'y aurais même pas songé», abonde Amaury qui s'est décidé cet été. A en croire cet acheteur parisien de 32 ans qui a voté Hollande en 2012, il est loin d'être isolé. «Dans ma famille, tout le monde va faire pareil.» Carole, même âge, tendance écolo, est tout aussi motivée à faire «barrage à Sarko». Consultante en développement durable, elle dit avoir des arguments contre l'ancien président : «Sarkozy au pouvoir, on sait ce que c'est. C'est le mec du "casse-toi pov' con", de la Libye...» «Du discours de Dakar, de la circulaire sur les étudiants étrangers», complète Amaury. «Il devient une sorte de Trump», embraye Carole qui s'inscrit «dans une logique de repoussoir». Un calcul auquel s'est habituée Isabelle, la Toulonnaise : «En Paca, on sait que la démocratie implique aussi de voter contre. Chez nous, où la gauche est inexistante, on ne fait que cela : barrer la route au FN. On n'a pas le choix.» Elle hésite encore, en revanche, à se prononcer lors de la primaire de la gauche en janvier 2017 : «J'ai l'impression que c'est joué d'avance, j'irai peut-être, mais l'enjeu me paraît moins important.»

Côté pratique, les participants à la primaire n'ont

pas besoin d'être encartés chez LR mais devront déboursier 2 euros et signer une charte dans laquelle ils affirment partager «les valeurs républicaines de la droite et du centre et [s'engager] pour l'alternance afin de réussir le redressement de la France». Un crève-cœur ? Pas tant que ça. Yann, pharmacien parisien, électeur de Hollande de 35 ans, assume : «Ça ne me pose pas plus de problèmes qu'aux hommes politiques, qui changent de position en permanence et ne tiennent aucune promesse.» «C'est mathématique, à la présidentielle, il y aura 40 millions de votants. A la primaire on sera 2 ou 3 millions, donc ta voix à la primaire est démultipliée et beaucoup plus forte. On te donne la parole, tu la prends», cogite Yann, pragmatique, qui envisage aussi de se prononcer lors de la primaire de la gauche. Carole ne se sent pas non plus gênée de souscrire à la charte de l'alternance mais franchir la porte du bureau de vote sera une autre affaire. «Pas très à l'aise», la trentenaire va y aller «dissimulée», pour ne pas être reconnue par ses voisins. Amaury veut au contraire se montrer et inciter les autres à faire de même. La veille, il compte envoyer une salve de SMS pour convaincre ses amis de l'imiter. Mais il redoute un déroulement du scrutin biaisé : «La droite risque de tout faire pour limiter les votes dans les zones identifiées comme étant plutôt de gauche. En limitant le nombre de personnes pour tenir le bureau par exemple, histoire qu'on se retrouve avec des files d'attente d'une ou deux heures et que les gens se démotivent.»

### «Mythe»

Si une méfiance persiste sur le déroulement du scrutin, le principe de la primaire ouverte semble bien planté dans le paysage électoral. «Avec le système de la primaire, il y a une forme de dégressivité : tu choisis ton numéro 1, ton numéro 2», conclut Amaury. Et sur une échelle du candidat, le «moins pire», c'est Juppé qui est plébiscité. «Il a une posture plus rassembleuse et plus stable, pointe Amaury, sans grand enthousiasme. En fait, je voterai pour celui qui a le plus de chance de l'emporter contre Sarko. NKM serait, en réalité, ma favorite, c'est une femme, elle a une fibre écolo... Mais elle n'a aucune chance.» Carole, elle, veut d'abord lire les programmes. Comme sa mère, Christine, 69 ans, tout aussi à gauche et déterminée à «éviter que Sarkozy arrive en tête». Professeure d'université vivant à Grenoble, elle s'est déjà penchée sur les propositions de Juppé «qui ne sont pas si éloignées de celles portées par la gauche dans le domaine de l'éducation».

Marc, cadre administratif parisien de 34 ans, estime à son tour que «dans une élection, on choisit le "moins pire" des candidats». S'il ne se «laisse pas abuser par les élans de modernité de Juppé, un homme de droite, un vrai libéral», ce sympathisant socialiste reconnaît que l'ex-Premier ministre, au moins, «ne passe pas son temps à hurler contre les étrangers ni à remettre en cause les maigres avancées environnementales». Des deux favoris de la primaire, il voit en Juppé «celui qui est susceptible de faire le moins de mal au modèle auquel [il] aspire. Ce qui passe par ne pas trop casser le vivre-ensemble, ne pas faire des Français d'origine étrangère ou de confession musulmane des ennemis de l'intérieur». Désigner Juppé comme adversaire à battre pour les socialistes au premier tour de la présidentielle a pourtant quelque chose de contre-intuitif. Car tous les sondages montrent que, pour l'heure, le maire de Bordeaux annihilerait les très maigres espoirs pour un candidat socialiste, quel qu'il soit, de se hisser au second tour. «Je fais la différence entre gauche et droite et j'ai conscience que cela peut handicaper la gauche mais aujourd'hui, je ne crois pas à la victoire de Hollande», tranche Marc. Ce qui ne l'empêchera pas de voter pour le président sortant - dont il ne doute pas qu'il se présentera - en 2017. Autre risque : celui de «donner trop de poids à Juppé, et de le faire apparaître comme l'homme fort du scrutin», pointe Christine.

Pour autant, aucun des sympathisants PS que nous avons contactés, n'a avoué vouloir voter Sarkozy, pour offrir au futur représentant de la gauche le meilleur concurrent. «Il faut sortir du mythe selon lequel ces électeurs participeraient à la primaire de la droite à des fins tactiques, confirme Martial Foucault, directeur du Cevipof. On pourrait penser que Nicolas Sarkozy serait un meilleur candidat pour laisser une chance à la gauche. Mais ces électeurs ne sont pas des cyniques, ils affichent une préférence sincère.» Quitte à faire gagner à la primaire le candidat «le plus dur à battre» pour leur camp. Selon la prochaine vague de l'enquête électorale du Cevipof, réalisée par Ipsos à paraître dans le Monde de mardi, sur plus de 1 000 personnes sûres d'aller voter à la primaire, 9% se disent proches d'un parti de gauche. Et Juppé, précise Martial Foucault, «capte la très grande majorité de cet électorat», près de 69% de leurs voix au premier tour de la primaire. Et le report de leurs voix sur Juppé serait écrasant au second tour dans la perspective d'un duel face à Sarkozy. Ces électeurs seront certes marginaux sur les 2 ou 3 millions de votants mais leur poids ne serait pas négligeable si jamais le scrutin était serré. A moins que ce

A moins que ce renfort pour le maire de Bordeaux soit contrebalancé par la participation d'un autre corps électoral : celui de sympathisants du Front national. D'après l'enquête du Cevipof, 13% des électeurs certains de se déplacer les 20 et 27 novembre se disent proches du parti d'extrême droite.

## Décus

Sans illusion sur les chances de leur camp, ces sympathisants de gauche, pour certains décus de ce quinquennat, apporteront quand même leur vote au président sortant ou à un candidat de gauche au premier tour. Ainsi d'Isabelle : «Je ne suis pas fana de Hollande mais je sais encore où je vote.» Christine, non plus, n'ira pas la fleur au fusil : «Ça dépendra de qui se présente. Mais on fait beaucoup de reproches à Hollande qui ne sont pas forcément justifiés.» Carole, sa fille, elle, votera écolo et peine à imaginer qu'elle donnera, comme en 2012, sa voix à Hollande au second tour. «En fait, conclut-elle, c'est presque plus mobilisateur de voter contre Sarkozy [à la primaire] que pour Hollande» au premier tour de la présidentielle.

Laure Equy , Amandine Cailhol



## III) Sarkozy : « On ne peut pas garder 29% d'une communauté qui se trouve tentée par la charia »

<http://dai.ly/x4uq3tm>

Nicolas Sarkozy a réaffirmé lundi son objectif d'"assimilation" de l'immigration, jugeant, en s'appuyant sur une récente étude de l'institut Montaigne, qu'on ne pouvait pas "garder" en France "29% d'une communauté qui se trouve tentée par la charia".

"La dernière étude d'une fondation privée, l'Institut Montaigne, est extrêmement préoccupante": "un quart des plus jeunes musulmans sont tentés par une forme de radicalité". "Il n'y a aucune hystérie là-dedans", a déclaré Nicolas Sarkozy sur Europe 1.

"La réalité est là: l'intégration républicaine n'a pas fonctionné, ne fonctionne pas, il faut passer à l'assimilation. On ne peut pas garder 29% d'une communauté qui se trouve tentée par la charia, ou alors on est irresponsable", a poursuivi le candidat à l'Elysée via la primaire de la droite (20-27 novembre).

"Cet amalgame (entre musulmans et terroristes, ndlr) est scandaleux, mais tous les amalgames (le sont, ndlr) ! Parce que l'hystérie que j'observe, c'est que quand on prononce le mot islam on est immédiatement accusé d'être islamophobe. C'est pas de l'hystérie ça ?"

Une enquête de l'Ifop pour l'Institut Montaigne sur les Musulmans de France a distingué trois grands groupes, en fonction des pratiques des personnes sondées, de leur attachement à la laïcité, au port du voile ou à la viande halal. Le premier groupe, largement majoritaire avec 46%, compte des musulmans "soit totalement sécularisés, soit en train d'achever leur intégration" sans renier leur religion. Un deuxième groupe, représentant 25%, est plus pieux et plus identitaire tout en rejetant le voile intégral.

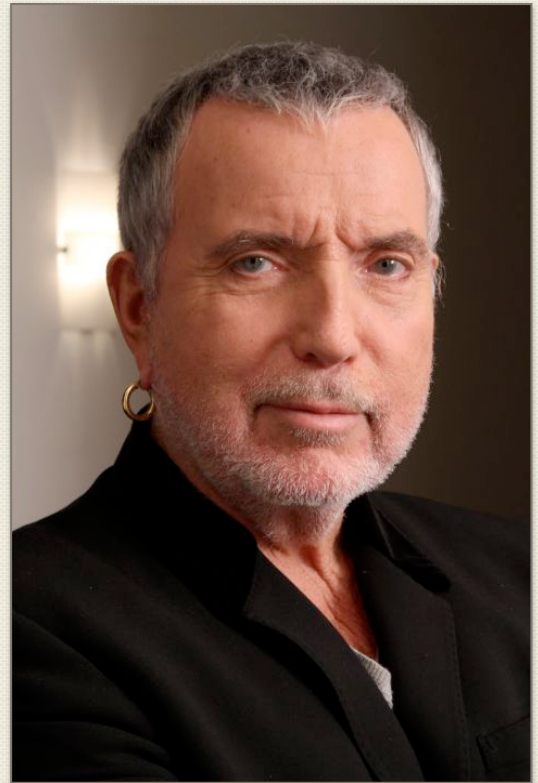
Le dernier groupe, que l'Ifop évalue à 28%, réunit des croyants qui ont "adopté un système de valeurs clairement opposé aux valeurs de la République", s'affirmant "en marge de la société". Les jeunes, les moins insérés dans l'emploi et les convertis sont les plus disposés à adhérer à ce modèle, jusqu'à 50%.

[publicsenat.fr](http://publicsenat.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## IV) Bernard Lavilliers : « Je voterai Mélenchon »

PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL MAROLLE



(LP/DELPHINE GOLDSZTEJN.)

**S**on cœur bat toujours à gauche, voire très à gauche. Avec son côté anar, Bernard Lavilliers n'a pas toujours voté. Mais cette fois, il mettra un bulletin dans l'urne. « Je voterai Jean-Luc Mélenchon. Parce que pour moi, cette année, si vous votez utile, c'est pour Hollande; si vous votez à gauche, c'est Mélenchon. C'est le discours de l'insoumission. Il a une façon de dire aux gens : C'est vous qui travaillez et vous avez les moyens de vous faire entendre. Il a un côté littéraire, un peu J'accuse, façon Zola. Il incarne un peu l'honneur de la gauche avec le peps qui manque aux énarques. Contrairement à ce que l'on dit, Mélenchon, ce n'est pas l'extrême gauche, c'est la gauche, une vraie opposition face aux autres discours très pragmatiques. Je n'ai pas entendu cela depuis longtemps. Il ne me fait pas penser à Georges Marchais, qui était plus populiste, mais me rappelle même carrément Mendès France qui, tout en étant posé, pouvait défendre les mêmes valeurs. Et il attire des gens vers la gauche qui vont se rabattre ensuite sur Hollande. Mélenchon, je le connais car son QG n'était pas loin du mien du côté d'Oberkampf. Il bouffait dans le même bar que moi. Mais je ne chanterai pas pour lui, ni pour personne d'ailleurs.

Je n'aime pas faire la première partie. La seule prestation que je donne? C'est ce soir dans les jardins du Trocadéro avec Zebda pour les salariés d'ArcelorMittal. »

<https://youtu.be/YQ-phwmQji4>

Le Parisien

## V) Journal de campagne : Juppé déplore l'"échec désastreux" du chômage, Le Pen aussi

Par latribune.fr



Alain Juppé appelle François Hollande à prendre ses responsabilités.  
(Crédits : Régis Duvignau/Reuters)

### Juppé fustige le bilan de François Hollande en matière d'emploi...

Invité ce matin sur France Inter, le favori de la primaire de droite Alain Juppé a remis en cause la politique du gouvernement après la publication des chiffres du chômage décevant hier à 18 heures. « C'est un échec désastreux. 50.000 demandeurs d'emploi supplémentaires, 16.000 radiés des listes pour formation alors qu'on sait très bien que malheureusement ces formations n'aboutissent que très rarement (...). C'est un échec et je vous rappelle l'engagement de François Hollande: « Si je n'inverse pas la courbe du chômage, je ne serai pas candidat ». C'est à lui maintenant de prendre ses responsabilités », a indiqué l'ancien Premier ministre.

« On a depuis des années (...) tout misé d'abord sur le partage du travail, c'est un échec. Et ensuite sur la multiplication des emplois aidés qui ne sont

pas des emplois productifs. Il faut remettre l'entreprise au cœur des politiques économiques, remettre nos entreprises en situation de compétitivité et c'est elles qui créeront des emplois, tout particulièrement les artisans, les commerçants, le TPE, les PME. Ca sera ça ma priorité », a-t-il ajouté.

« 90% des chômeurs cherchent vraiment de l'emploi, mais il y en a qui trichent - c'est ce qu'on appelle la permittence, on travaille pour avoir ses droits, puis on se met au chômage, puis on revient. Il faut stopper ça parce que c'est en train de miner notre système social et c'est la raison pour laquelle si le marché du travail retrouve des couleurs, il faudra aller vers la dégressivité des indemnités », a-t-il aussi expliqué.

### ... tout comme Marine Le Pen

De même, la présidente du Front national Marine Le Pen est revenue sur la publication des chiffres du chômage hier sur BFM TV. Comme Alain Juppé, elle fustige en premier lieu la politique de François Hollande : « le gouvernement se cherche des excuses car François Hollande a lié sa nouvelle candidature aux chiffres du chômage (...) Le chômage ne peut pas baisser car les mesures mises en place économiquement sont ravageuses: absence de patriotisme économique, absence de protectionnisme intelligent, libre-échange total. On a signé des dizaines d'autres (traités) qui font venir des produits à très bas coûts de pays qui n'ont pas les mêmes règles sociales, sanitaires et de sécurité », a-t-elle indiqué.

Et conformément à son discours habituel, elle répartit toutefois les responsabilités à gauche et à droite : « on met en concurrence nos producteurs avec des produits avec lesquels ils ne peuvent pas être concurrents. On a mis en place la directive détachement des travailleurs, et puis il y a cette politique d'austérité, coproduction UMP-PS. Tout cela fait un cocktail qui effondre l'économie du pays (...) En plus de toutes ces mesures-là, l'euro est une monnaie qui crée l'incapacité de redresser l'économie et l'emploi. Le chômage va continuer à s'aggraver ».

### Sarkozy prend des engagements vis-à-vis des agriculteurs

Nicolas Sarkozy a de son côté promis lundi aux agriculteurs une baisse massive des charges et une suppression des normes françaises supérieures à la moyenne européenne. En juillet 2017, si le candidat à la primaire de la droite est élu à

l'Elysée « il y aura 34 milliards de baisse des charges pour tous les secteurs, dont l'agriculture », a-t-il dit lors d'une table ronde avec des agriculteurs, lors d'un déplacement dans le bocage normand, autour de Dozulé (Calvados). Pour redonner de la compétitivité à l'agriculture, « on supprime le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi, instauré par François Hollande, ndlr) et on ajoute 17 milliards, ce sera une aide massive », a indiqué l'ancien président de la République. Il veut aussi dès l'été 2017 une « loi de portée générale abrogeant toute norme française supérieure aux normes européennes », tous secteurs confondus également et en particulier pour l'agriculture.

Il a indiqué vouloir aussi que la gestion de l'eau revienne au ministère de l'Agriculture et que les préfets aient une latitude d'application de 20 % pour tenir compte des spécificités géographiques locales. Devant les militants du parti Les Républicains à Dozulé, Nicolas Sarkozy a affirmé vouloir rétablir plus d'équilibre entre villes et campagnes. « Après avoir tant fait pour les quartiers, la société française a collectivement sous-estimé la désespérance de nos campagnes », a-t-il dit, promettant « un effort d'une dizaine de milliards pour la ruralité, notamment en matière d'infrastructures, de routes, de réseaux numériques et de santé (...) Dans le quinquennat qui vient, à un euro public investi pour la ville, correspondra un euro pour la ruralité », a-t-il lancé.

### **Buisson et les « valeurs communes » de Sarkozy avec le FN**

L'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, Patrick Buisson, désormais très proche de l'extrême droite, publie un livre polémique dans lequel il tire à boulets rouges sur le monde politique actuel. Mais il y relate surtout des propos de l'ancien chef de l'Etat. On apprend par exemple dans ce livre que Nicolas Sarkozy aurait traité son Premier ministre François Fillon de « pauvre type » après qu'il ait inauguré une mosquée.

Mais surtout, Nicolas Sarkozy aurait demandé à Patrick Buisson de contacter Jean-Marie Le Pen entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007 au nom des « valeurs communes » que l'ancien chef de l'Etat partagerait avec le FN. « Appelle Le Pen... Demande-lui ce qu'il veut. Faut-il que je le reçoive? S'il faut le recevoir maintenant, tu sais, je le recevrai. Je ne suis pas comme les autres.

Je sais prendre mes responsabilités, moi », aurait demandé Nicolas Sarkozy à son proche conseiller. D'après Patrick Buisson, Nicolas Sarkozy aurait même demandé auparavant à des élus de droite de parrainer le fondateur du FN afin qu'il puisse se présenter à l'élection présidentielle.

### **Premier débat de la primaire écologiste ce soir**

A partir de 18H le premier débat de la primaire écologiste sera diffusé sur LCP et Public Sénat. Quatre candidats - Cécile Duflot, Yannick Jadot, Michèle Rivasi et Karima Delly - participent à cette primaire qui se tiendra les 19 octobre et 7 novembre.

L'ambiance semble, du reste, déjà électrique entre les deux favoris Cécile Duflot et Yannick Jadot. L'entourage de l'ancienne ministre du Logement avance déjà qu'au regard des grandes difficultés qui attendent les écologistes pour obtenir les 500 parrainages nécessaires pour se présenter à l'élection présidentielle, Cécile Duflot est la seule alternative. Mais du côté du député européen, on fustige l'individualisme et l'ambition personnelle de la députée de Paris. Reste à savoir si lors du débat télévisé, les deux favoris laisseront paraître ces tensions en coulisse, ou s'ils se concentreront sur le débat d'idées.

(Avec AFP)

**LA  
TRIBUNE**

**LAPRESSEENREVUE.EU**



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)